

En ouvrant une rubrique « **Jean Jaurès, hier et aujourd'hui** » République et Socialisme propose de donner régulièrement la parole à ce grand homme, comme autant d'interpellations à nos gouvernants d'aujourd'hui.

Face à leurs propositions et actions, et à l'exemple de cette intervention à la chambre des députés il y a 120 ans, devant le gouvernement de Charles Dupuy, Jean Jaurès rappellerait le sens de l'idéal socialiste, comme autant d'arguments pour que d'aucuns n'oublient pas que l'idéal dans sa phrase fameuse : « *Aller à l'idéal et comprendre le réel* » doit demeurer l'objectif crédible de l'émancipation des êtres humains, et ce sans jamais se renier devant la « réalité » imposée par le capitalisme.

J. P. Fourré

La République et le Socialisme

Extraits du journal officiel - Discours à la chambre des députés le 21 novembre 1893

M. Jaurès. Dans l'ordre politique **la nation est souveraine** et elle a brisé toutes les oligarchies du passé ; dans l'ordre économique la nation est soumise à beaucoup de ces oligarchies, et, entre parenthèses, monsieur le président du conseil, il ne suffisait pas de dire à la Chambre, ce qu'elle sait amplement sans vous, que la question de la Banque de France se posera devant elle ; il fallait lui dire de quelle façon le Gouvernement entendait qu'elle fût résolue. (*Applaudissements à l'extrémité gauche et à l'extrémité droite de la salle.*)

Oui, par le suffrage universel, par la souveraineté nationale, qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois. C'est d'eux, c'est de leur volonté souveraine qu'émanent les lois et le gouvernement ; ils révoquent, ils changent leurs mandataires, les législateurs et les ministres ; mais, au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est dans l'ordre économique réduit à une sorte de servage.

Oui, au moment où il peut chasser les ministres du pouvoir, il est, lui, sans garantie aucune et sans lendemain, chassé de l'atelier. Son travail n'est plus qu'une marchandise que les détenteurs du capital acceptent ou refusent à leur gré.

Il peut être chassé de l'atelier, il ne collabore pas aux règlements d'atelier qui deviennent tous les jours plus sévères et plus captieux, et qui sont faits sans lui et contre lui.

Il est la proie de tous les hasards, de toutes les servitudes et, à tout moment, ce roi de l'ordre politique peut être jeté dans la rue ; à tout moment, s'il veut exercer son droit légal de coalition pour défendre son salaire, il peut se voir refuser tout travail, tout salaire, toute existence par la coalition des grandes compagnies minières. Et, tandis que les travailleurs n'ont plus à payer, dans l'ordre politique, une liste civile de quelques millions aux souverains que vous avez détrônés, ils sont obligés de prélever sur leur travail une liste civile de plusieurs milliards pour rémunérer les oligarchies oisives qui sont les souverains du travail national. (*Applaudissements répétés sur plusieurs bancs à l'extrémité gauche et à l'extrémité droite de la salle.*)

Et c'est parce que le socialisme apparaît comme seul capable de résoudre cette contradiction fondamentale de la société présente, c'est parce que **le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale**, c'est parce qu'il veut que la République soit affirmée dans l'atelier comme elle est affirmée ici, c'est parce qu'il veut que la nation soit souveraine dans l'ordre économique pour briser les privilèges du capitalisme oisif, comme elle est souveraine dans l'ordre politique, c'est pour cela que **le socialisme sort du mouvement républicain**. C'est la République qui est le excitateur, c'est la République qui est le grand meneur : traduisez-la donc devant vos gendarmes ! (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Et puis, vous avez fait des lois d'instruction. Dès lors, comment voulez-vous qu'à l'émancipation politique ne vienne pas s'ajouter, pour les travailleurs, l'émancipation sociale quand vous avez décrété et préparé vous-même leur émancipation intellectuelle ? Car vous n'avez pas voulu seulement que l'instruction fût universelle et obligatoire : vous avez voulu aussi qu'elle fût laïque, et vous avez bien fait. (*Marques d'assentiment sur divers bancs. - Bruit au centre.*)

M. Adolphe Turrel. M. L'abbé Lemire ne vous applaudit pas au mot « laïque », tandis qu'il vous applaudissait tout à l'heure. (*Bruit.*)

M. Louis Jourdan. Dans tous les cas, il donne un exemple qui n'est malheureusement pas assez suivi. Il faudrait en voir beaucoup comme lui. (*Bruit.*)

M. Jaurès. Vous n'avez pas, comme vous en accusent souvent des adversaires passionnés, ruiné les croyances chrétiennes, et ce n'était pas votre objet. Vous vous proposiez simplement d'instituer dans vos écoles une éducation rationnelle. Ce n'est pas vous qui avez ruiné les croyances d'autrefois : elles ont été minées bien avant vous, bien avant nous, par les développements de la critique, par la conception positive et naturaliste du monde, par la connaissance et la pratique d'autres civilisations, d'autres religions, dans l'horizon humain élargi. Ce n'est pas vous qui avez rompu les liens vivants du christianisme et de la conscience moderne ; ils étaient rompus avant vous. Mais ce que vous avez fait, en décrétant l'instruction purement rationnelle, ce que vous avez proclamé, c'est que **la seule raison suffisait à tous les hommes pour la conduite de la vie**. (*Applaudissements sur plusieurs bancs à l'extrémité gauche et à l'extrémité droite de la salle.*)

M. Lemire. Très bien ! très bien !

M. Fernand de Ramel. Vous oubliez, monsieur Jaurès, qu'en décrétant l'instruction laïque, vous avez violé la liberté dont vous parliez tout à l'heure !

M. Jaurès. Par là même, vous avez mis en harmonie l'éducation populaire avec les résultats de la pensée moderne ; vous avez définitivement arraché le peuple à la tutelle de l'Église et du dogme ; vous avez rompu, non pas ces liens vivants dont je parlais tout à l'heure, mais les liens de passivité, d'habitude, de tradition et de routine qui subsistaient encore.

Mais qu'avez-vous fait par là ? Ah ! Je le sais bien, ce n'était qu'une habitude et non pas une croyance qui survivait encore en un grand nombre d'esprits ; mais cette habitude était, pour quelques-uns tout au moins, un calmant et un consolant. Eh bien ! Vous, vous avez interrompu la vieille chanson qui berçait la misère humaine... (*Applaudissements sur les mêmes bancs*) et la misère humaine s'est réveillée avec des cris, elle s'est dressée devant vous et elle réclame aujourd'hui sa place, sa large place au soleil du monde naturel, le seul que vous n'avez point pâli.

De même que la terre perd, par le rayonnement nocturne, une partie de la chaleur que le jour y a accumulée, une part de l'énergie populaire se dissipait par le rayonnement religieux dans le vide sans fond de l'espace.

Or, vous avez arrêté ce rayonnement religieux, et vous avez ainsi concentré, dans les revendications immédiates, dans les revendications sociales, tout le feu de la pensée, toute l'ardeur du désir ; c'est vous qui avez élevé la température révolutionnaire du prolétariat, et, si vous vous épouvansez aujourd'hui, c'est devant votre œuvre ! (*Applaudissements à l'extrême gauche et à droite.*)

M. Fernand de Ramel. L'esprit religieux a fait plus, à lui seul, que tout ce que vous voulez faire.

M. Jaurès. Et de même, quand vous avez fondé les syndicats ouvriers, qu'avez-vous prétendu faire ? L'autre jour, un homme politique considérable - qui rappelait qu'il a été lui-même collaborateur de Gambetta et de Ferry, et qui viendra dire peut-être à cette tribune s'il a trouvé, en effet, dans votre déclaration cet écho de sa propre parole qu'il s'attendait à y percevoir - disait que les syndicats ouvriers avaient été détournés de leur véritable destination.

Plusieurs membres au centre et à droite. C'est très vrai !

M. Jaurès. Qu'est-ce que cela signifie pour un esprit aussi positif et aussi clair que le sien ? Est-ce que vous vous imaginiez, lorsque vous avez fait la loi sur les syndicats ouvriers, qu'ils seraient simplement une société de secours mutuels ou je ne sais quelle ébauche de société coopérative de consommation ? Non, toutes ces institutions d'assistance et autres existaient à côté et en-dehors des syndicats ouvriers, avant eux. En instituant les syndicats ouvriers, vous ne pouviez faire qu'une chose : donner aux travailleurs, dispersés jusque là, le sentiment d'une force plus grande par leur réunion et par leur cohésion... (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. Maurice Faure. M. Waldeck-Rousseau l'a dit.

M. Jaurès... et lorsqu'ils auraient des revendications à produire, soit sur la durée du travail, soit sur les salaires, et qu'ils s'adresseraient au patronat, et que le patronat ne les écouterait pas, donner plus de cohésion et d'ensemble au mouvement de coalition par lequel les travailleurs pouvaient espérer la victoire. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche. - Bruit.*)

Si vous n'avez pas voulu cela, je ne sais pas ce que vous avez voulu.

M. Félix Faure. Nous avons fait une loi de liberté, et non pas une loi d'oppression et de tyrannie. (*Très bien ! très bien ! au centre.*)

M. Jaurès. Et maintenant, parce que les travailleurs trouvent, en effet, dans ces syndicats le sentiment d'une force nouvelle, qui leur permet d'espérer la réalisation de la pleine justice sociale, vous vous effrayez, encore une fois, devant votre œuvre.

Et c'est chose étrange comme vous méconnaissiez la situation présente. Je n'en veux d'autre témoignage que le langage de ce magistrat qui vous écrivait récemment et qui, assurément, n'imaginait pas vous déplaire en disant : « les syndicats sortent de leur rôle, ils deviennent une sorte d'école, d'instrument de propagande socialiste. »

Messieurs, il n'y a que deux moyens pour les travailleurs d'obtenir l'amélioration de leur sort : ou bien des améliorations partielles, immédiates, précaires, par les coalitions, que vous appelez des grèves ; ou bien une amélioration durable, définitive, normale, par la conquête des pouvoirs politiques pour réaliser l'idée socialiste.

Et vous ne vous apercevez pas, lorsque vous faites un grief aux syndicats de se pénétrer de l'esprit socialiste et de sortir de la simple agitation professionnelle pour s'élever à une conception politique générale et supérieure, que c'est vous qui les acculez à la grève comme au seul moyen d'action, alors que le socialisme leur offre dans la conquête des pouvoirs politiques un moyen d'action plus efficace et beaucoup plus étendu. (*Applaudissements à l'extrême gauche. - Exclamations et bruit au centre.*)

Ainsi il se trouve, messieurs, que **le mouvement socialiste est sorti tout à la fois de l'institution républicaine, de l'éducation laïque que vous avez décrétée, et des lois syndicales que vous avez faites ; et en même temps il résulte de plus en plus des conditions économiques qui se développent dans ce pays-ci** depuis cinquante ans.

Il vous suffit de jeter un coup d'œil rapide sur la marche de la production dans notre pays pour constater que, dans l'ordre industriel, peu à peu la grande industrie, l'industrie anonyme, servie par les puissants capitaux et par les puissantes machines, se substitue de plus en plus au petit et au moyen patronat ; et qu'ainsi l'abîme s'élargit et se creuse de plus en plus entre ceux, de plus en plus rares, qui détiennent les grands moyens de production et ceux, de plus en plus nombreux, qui ne sont que des salariés, livrés à toutes les incertitudes de la vie.

Voulez-vous, par un simple chiffre, l'indication de ce mouvement rapide, qui travaille pour nous en

détruisant cette union de la propriété et du travail qui avait permis à la société actuelle de durer ?

En 1871, la force des machines fixes employées dans l'industrie s'élevait à 315 000 chevaux-vapeur, et en 1887, seize années après seulement, elle s'élevait, d'après vos statistiques, à 748 000 chevaux-vapeur. Elle avait plus que doublé. (*Rumeurs sur divers bancs.*)

Eh ! messieurs, est-ce que vous imaginez - je crois surprendre dans des rumeurs indistinctes une objection qu'on nous adresse très souvent - est-ce que vous vous imaginez que nous sommes assez ineptes, assez barbares pour prétendre que c'est là un mal ? Mais non ! Nous saluons au contraire dans la machine la grande libératrice qui permettra d'alléger un jour l'humanité du fardeau du travail servile qui pèse sur elle. (*Applaudissements sur plusieurs bancs aux extrémités de la salle.*)

Seulement, ce que nous constatons, c'est que ce développement prodigieux du machinisme, qui en lui-même est un bien, a dans le régime spécial de la production qui s'appelle le régime capitaliste, cet effet saisissant que, de plus en plus, la puissance économique appartient à un nombre plus restreint de producteurs, qu'il devient de plus en plus impossible au simple salarié, à celui qui n'a que ses bras, d'arriver à l'indépendance, à l'autonomie, à la propriété ; que le régime actuel est la lente et cruelle expropriation de ceux qui n'ont pas les grands capitaux, et qu'il prépare cette concentration souveraine du capital que nous voulons réaliser, nous, pour restituer à tous les travailleurs, dans la propriété nationale, leur part des instruments de travail. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Et puis, au point de vue agricole, il est un autre fait qui doit vous frapper : c'est que la légende s'évanouit de plus en plus du paysan propriétaire de la terre de France. Je vous rappelle à vos statistiques gouvernementales. La statistique de 1882, signée par l'homme éminent qui dirige le service de l'agriculture, par M. Tisserand, constate en effet que la petite propriété paysanne est une légende. (*Protestations au centre.*)

Un membre. C'est absolument inexact !

M. Riotteau. Dans quel pays vivez-vous ?

M. Paul Doumer. C'est indéniable : il n'y a qu'à consulter les statistiques !

M. Jaurès. Messieurs, voici ce que dit textuellement M. Tisserand : « En résumé, les moyens et grands cultivateurs détiennent ensemble les trois quarts du territoire agricole, tandis que les millions de nos paysans en ont à peine le quart. » (*Mouvements divers.*)

Voilà la constatation faite par vos statistiques. J'oubliais de compter les statistiques ministérielles parmi les forces qui concordent au développement du socialisme ! (*On rit.*)

Donc, le même mouvement va se produire parmi les paysans parce qu'ils n'ont pas en effet la propriété, parce que, parmi les 7 millions de travailleurs ruraux qui sont disséminés sur notre sol, il y en a à peine 1 500 000 qui travaillent une terre à eux appartenant - et encore ces petits propriétaires paysans sont-ils accablés et par l'impôt et par l'usure et par l'hypothèque. Et à côté

d'eux, il y a 800 000 fermiers pour lesquels vous n'avez rien fait, il y a 400 000 métayers, 2 millions d'ouvriers de ferme, 2 millions de journaliers, un énorme prolétariat rural qui ne peut plus arriver à la propriété, qui est ruiné par le fisc et par la spéculation cosmopolitique que vous n'avez pas su empêcher. (*Vifs applaudissements sur plusieurs bancs aux extrémités de la salle. - Bruit au centre.*)

En sort que, bien loin que vous puissiez trouver dans la démocratie rurale un point d'appui contre la démocratie ouvrière, nous, nous irons puiser dans cet immense réservoir des souffrances paysannes de quoi compléter la force ouvrière en vue de la conquête du pouvoir politique et de l'expropriation économique et politique de la haute bourgeoisie capitaliste qui exploite le paysan comme l'ouvrier. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

C'est parce que vous sentez vous-mêmes que le mouvement socialiste sort de toutes nos institutions que vous êtes acculés aujourd'hui, pour le combattre, à une œuvre rétrograde.

Le socialisme sortait de la République ; vous ne pouvez détruire la République mais vous y introduisez ses ennemis d'hier en gouvernants et en maîtres, pour en chasser plus sûrement les militants qui l'ont faite et qui ont versé leur sang pour elle. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs. - Exclamations au centre.*)

Vous ne pouvez pas détruire ouvertement, officiellement votre œuvre de laïcité, mais vous mettez votre République sous le patronat de la papauté. Oui, c'est la politique de Léon XIII qui vous dirige. (*Nouveaux applaudissement sur les mêmes bancs.*)

C'est au Vatican que vous prenez, ou que votre politique prend son mot d'ordre, et, ne pouvant détruire les lois de laïcité, vous y introduirez le plus possible d'esprit clérical.

De même, vous n'oserez peut-être pas détruire ouvertement les syndicats ouvriers ; mais avec ces magistrats qui vous écrivent que les questions de cet ordre sont beaucoup plus politiques que judiciaires et qui se déclarent prêts cependant à appliquer la jurisprudence politique, vous trouverez bien assez le moyen, sans changer les lois, de supprimer en fait la liberté des syndicats ouvriers et de faire une loi de servitude de ce qui a été une loi d'émancipation.

Et je suis en droit de conclure que **le socialisme est à ce point un mouvement profond et nécessaire**, qu'il sort si évidemment, si puissamment de toutes les institutions républicaines, laïques, démocratiques, que, pour combattre le socialisme, vous allez être condamnés dans tous les ordres, dans l'ordre politique, dans l'ordre fiscal et dans l'ordre syndical, à une œuvre de réaction.

Eh bien ! Faites-là, essayez-là ! Et pendant que vous userez ce qui peut rester de force et de prestige à lutter contre le peuple en marche, dans les intervalles que nous laisserons vos persécutions impuissantes (*Rumeurs au centre*), nous apporterons les projets de réforme que vous n'avez pas apportés ; et, **puisque vous désertez la politique républicaine, c'est nous, socialistes, qui la ferons ici.** (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Je dépose comme sanction de cette interpellation l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, convaincue que **nul gouvernement ne peut combattre le socialisme sans désertier les principes républicains** (*Sourires ironiques au centre*), et condamnant énergiquement la politique rétrograde et provocatrice du ministère, passe à l'ordre du jour. » (*Applaudissements répétés à l'extrémité gauche et à l'extrémité droite de la salle.*)

(Chambre des Députés, 21 novembre 1893)

2014 sera un temps fort de la mémoire de Jean Jaurès

(assassinat le 31 juillet 1914).

De nombreuses initiatives seront prises sur l'ensemble du territoire.

La Fondation Jean Jaurès et la Société d'études Jaurésienne, en particulier, sont à votre disposition pour vous accompagner dans vos projets.

Jean Pierre Fourré, auteur de « Et si Jaurès était à l'Elysée » (www.jaurescandidat2012.com) effectue une tournée de conférences – débats sur le territoire ; Pour le joindre : jpfourre@gmail.com.

Les Editions de Matignon publient durant l'année 2014 six brochures de textes et discours de Jean Jaurès. www.editionsdematignon.com